

## **COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 21 DECEMBRE 2000**

Etaient présents : M. le MAIRE, MM. MERCIER, JOANDET, PINAUD, Mme MORA, M. DANE, Mme OBEDE, MM. MOLL-ESCARPENTER, BRETTE, Mmes TSITSICHVILI, BAC, MM. LAVAU, RIEU, BLUTEAU, GOURGUES, Mmes DEMAISON, BARRIERE, MM. DUBOST, SENHADJI, PICARD, Mme LABBE, MM. VIVANT, RABEAU, MONCLA, Mme GUILHAMET, MM. ROUGE, MULLIEZ, BRU.

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme PUJOL à M. SENHADJI  
M. PEREZ à M. MERCIER  
M. SURLEVE-BAZEILLE à M. le MAIRE  
M. RENARD à M. PINAUD  
Mme MAGNE à Mme MORA  
M. LARRIBAUD à Mme GUILHAMET  
M. BUZARD à M. MONCLA.

Absent : /

Secrétaire de la séance : M. DUBOST.

### **1 - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS**

Afin de répondre aux besoins du service public, il est décidé la création des emplois suivants :

- 1 assistant d'enseignement artistique à temps non complet
- 1 assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques 2ème classe
- 1 bibliothécaire
- 1 conducteur
- 1 agent d'animation
- 1 agent administratif

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 32 VOIX POUR - 3 ABSTENTIONS

### **2 - CRÉATION DE 20 EMPLOIS « CONTRAT EMPLOI SOLIDARITÉ »**

La Ville s'est engagée dans la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi afin de développer son action en matière d'emploi et d'insertion auprès des plus défavorisés. Aussi, le Conseil approuve la création de 20 emplois « Contrat Emploi Solidarité » d'une durée déterminée de 3 à 12 mois sur la base hebdomadaire de 20 H.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR - 2 VOIX CONTRE - 6 ABSTENTIONS

### **3 - MISE À DISPOSITION D'UN AGENT AU C.C.A.S.**

Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi, le C.C.A.S. va devenir référent pour le suivi des bénéficiaires du P.L.I.E. Il est décidé de mettre à disposition du C.C.A.S. un adjoint administratif à mi-temps qui aura pour mission d'assurer le suivi relatif à l'insertion des personnes concernées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

### **4 - CRÉATION D'UN EMPLOI CONTRACTUEL À TEMPS NON COMPLET DE COLLABORATEUR D'ÉDUCATION MUSICALE**

Le Conseil approuve la création du poste de collaborateur d'éducation musicale sur la base de 19 H hebdomadaires correspondant au

changement de situation, au 1er janvier 2001, d'un agent de l'Ecole de Musique actuellement en cumul d'activité accessoire.

La suppression du poste de collaborateur sur la base de 12 H 30 correspond à la nomination d'un agent de l'Ecole de Musique sur un poste d'assistant d'enseignement artistique après sa réussite au concours.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **5 - DÉCISION MODIFICATIVE DU BUDGET**

En cette période de l'exercice, certains ajustements sont approuvés par le Conseil Municipal.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR - 8 NE PARTICIPENT PAS

## **6 - AJUSTEMENT DE L'INVENTAIRE DE L'ORDONNATEUR ET L'ÉTAT DE L'ACTIF DU COMPTABLE PUBLIC**

Cette opération visant à ajuster l'inventaire du patrimoine mobilier et immobilier avec l'actif du

Receveur est adoptée par le Conseil Municipal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **7 - TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE (T.P.U.) – ATTRIBUTION DE COMPENSATION DOTATION DE SOLIDARITÉ COMMUNAUTAIRE – ADOPTION DES NOUVELLES MODALITÉS DE VERSEMENT DES DOUZIÈMES DE FISCALITÉ**

Dans le cadre du passage en taxe professionnelle unique au 1er janvier 2001, il est nécessaire de délibérer afin que la Ville puisse percevoir les douzièmes correspondant :

- aux attributions de compensation
- à la dotation de croissance et de solidarité.

Le Conseil autorise M. le Maire à signer les deux conventions correspondantes au règlement des modalités d'encaissement de ces dotations et adopte le principe de l'alignement, à compter de janvier 2001, du versement des douzièmes de fiscalité par l'Etat sur le nouveau régime issu du basculement à la taxe professionnelle unique soit, pour la Commune, des avances par douzième calculées sur l'ensemble des produits provenant de l'impôt ménage et pour la C.U.B. des avances par douzième calculées sur l'ensemble des produits issus de la taxe professionnelle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **8 - SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE AUX ÉCOLES PRIVÉES SAINTE-MARIE DE LA FERRADE ET JEANNE D'ARC**

Compte tenu de l'évolution croissante des charges engagées par la Ville pour le fonctionnement des écoles primaires, ces dernières années, il est décidé de procéder à un réajustement des montants alloués aux écoles privées sous contrat d'association. Aussi, le Conseil alloue une participation complémentaire au titre de l'année 2000 de 78.433,00 F soit :

- 47.742,00 F à l'école Jeanne d'Arc
- 30.691,00 F à l'école Sainte-Marie de la Ferrade

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **9 - TRANSFERT DE LA MISSION DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DE L'ASSOCIATION PRO.F.I.L. À L'ASSOCIATION A.DE.LE.**

La mise en œuvre du P.L.I.E. ayant été confiée à l'Association A.DE.LE., il est décidé que cette association se voit confier, en lieu et place de l'Association PRO.F.I.L., la mission de développement local à partir du 1er janvier 2001, qu'une subvention exceptionnelle de démarrage et de soutien de 100.000 F lui soit versée et de nommer M. le Maire représentant de la Ville de Bègles.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 23 VOIX POUR - 1 VOIX CONTRE - 11 NE PARTICIPENT PAS

## **10 - SIGNATURE DU 3ÈME CONTRAT ENFANCE ENTRE LA VILLE DE BEGLES ET LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES**

La Ville entend poursuivre son objectif d'amélioration des différentes formules d'accueil des enfants âgés de moins de 6 ans. Pour ce faire, le renouvellement du Contrat Enfance pour une période de 3 ans est approuvé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **11 - CONVENTION ENTRE LA VILLE DE BEGLES ET LE FONDS DE CRÉATION ARTISTIQUE BRUTE ET INVENTIVE**

Le Conseil approuve cette nouvelle convention proposant que l'Administration municipale assume directement la gestion de ce musée et que l'Association F.C.A.B.I., fonctionnant en comité technique, apporte son concours pour tout ce qui concerne les choix artistiques.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 30 VOIX POUR - 5 NE PARTICIPENT PAS

## **12 - REVERSEMENT D'UNE SUBVENTION À L'ASSOCIATION REMUE-MÉNAGES**

Il est décidé de verser à cette association une subvention de 25.760 F correspondant à la rémunération des personnes employées pour l'action scolaire mise en place au cours du 3ème trimestre de l'année scolaire 1999/2000, dans le cadre du Contrat de Ville, dans les écoles primaires Marcel Sembat et Joliot-Curie.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR - 1 NE PARTICIPE PAS

## **13 - SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS PARTENAIRES DE LA POLITIQUE MUNICIPALE DE L'ENFANCE**

Dans le cadre des actions de la politique municipale de l'Enfance, la Ville a mis en œuvre un partenariat avec les associations sportives et culturelles locales. Afin de les soutenir, une subvention, en fonction de leur implication dans ce dispositif, leur sera attribuée.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR - 1 NE PARTICIPE PAS

## **14 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS MÉDICAUX POUVANT INTERVENIR DURANT LE DÉROULEMENT DES CLASSES DE DÉCOUVERTES – ANNÉE SCOLAIRE 2000/2001**

De trop nombreux « non-remboursements » de frais médicaux ne pouvant plus être pris en charge par les organismes prestataires, il est décidé que la Ville prenne le relais de ces organismes et se charge du recouvrement de la totalité de ces frais, à compter du 1er janvier 2001, contre remise des feuilles de soins correspondantes.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR - 1 ABSTENTION

## **15 - DÉSIGNATION DES MEMBRES DE L'ATELIER PUBLIC POUR LA QUALITÉ ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Lors de la séance du Conseil Municipal du 9 novembre 2000, une motion sur la restauration municipale a été adoptée et la décision de créer un groupe de travail a été prise. Le Conseil approuve la composition de l'Atelier Public pour la Qualité et la Sécurité Alimentaire :

- Elus :  
M. le MAIRE - M. MERCIER - M. JOANDET - M. MOLL-ESCARPENTER -  
Mme BAC - Mme PUJOL - Mme OBEDE - Mme MORA - M. DUBOST -  
M. SURLEVE-BAZEILLE  
Pour le Groupe UNIS POUR AGIR : M. RABEAU  
Pour le Groupe RENOUVEAU DE BEGLES : M. ROUGE  
Pour le Groupe BEGLES D'ABORD : M. BRU
- Administratifs :  
La Direction et Coordination des Services  
La Responsable de la Cuisine Centrale  
Un Chef Cuisinier
- Autres :  
Mme KUCHLY - Diététicienne  
M. RAYMOND - Conseiller Scientifique  
Mme PHÉLIPPOT - Médecin scolaire  
M. SAUBUSSE - Conseil des Sages  
Melle HGOBURU - Conseil Municipal des Jeunes  
Melle BOUYER - Conseil Municipal des Jeunes  
M. LABARTHE, Mmes SUBRENAT-CREUZIN, RAMOS - Parents d'Elèves  
M. LEROY - Confédération Paysanne de la Gironde  
Mme HIVERT - Filière BIO

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 34 VOIX POUR - 1 NE PARTICIPE PAS

## **16 - PASSATION DU MARCHÉ DE LA CUISINE CENTRALE POUR L'ANNÉE 2001**

Après avis de la Commission d'Appel d'Offres, il est décidé d'attribuer le lot N° 1 (Produits surgelés) à la Société POMONA. Pour le lot N° 2 (Viande fraîche de boucherie), le lot a été déclaré infructueux. Un nouveau cahier des charges sera établi en tenant compte du contexte actuel sur le marché de la viande bovine et une nouvelle consultation sera lancée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **17 - ACQUISITION PAR LA VILLE DE L'ÉTABLISSEMENT CENTRAL DES MATÉRIELS DE MOBILISATION DU SERVICE DE SANTÉ DE BEGLES**

Le Conseil approuve cette acquisition au prix de 10 millions de francs, sous réserve de l'obtention des subventions de l'Etat et des Fonds Européens et autorise Monsieur le Maire à signer l'engagement d'acquérir valable jusqu'au 30 juin 2001.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **18 - DEMANDE DE PRÉEMPTION À LA C.U.B. DE LA PARCELLE AB719 SITUÉE 61 RUE ERNEST RENAN**

Afin d'aménager une deuxième entrée et améliorer l'accès au complexe Langevin à partir de la rue Ernest Renan, il sera procédé à l'acquisition de cette parcelle et demandé à la C.U.B. de préempter ce bien au prix correspondant à l'évaluation faite par le Service des Domaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **19 - DÉNOMINATION DE VOIES**

Compte tenu des opérations d'urbanisme réalisées (lotissements, percements de nouvelles voies), il est décidé de dénommer les voies suivantes :

- Lotissement « Hameau LA VERRERIE » (rue Berthelot/rue Salvador Allendé : Allée Argous
- Résidence « Les Jardins d'Arcins » (rue Ferdinand Buisson) : Rue des Tiocs
- Lotissement « Domaine de Saint-Mandé » (voie entre la rue Lejard et la rue Henri Wallon) : Rue Aristides de SOUSA-MENDES
- Lotissement « Clos des Magnolias » (rue Jean Macé) : Allée du Puits de Maran
- Lotissement « Les Jardins de Francs » (Chemin Passerat) : Allée Bertrand de Ségur
- Résidence « Le Cabestan » (avenue Favarque) : Allée de la Savonnerie
- Lotissement « Clos Edouard Rostand » (rue Edmond Rostand) : Rue Jules Ladoumègue
- Parc d'Activités du « Grand Port 2 » (avenue du Mal. Leclerc) : Rue Jacqueline AURIOL
- Esplanade devant la gare : Place de la Gare

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **20 - MODIFICATION DES TARIFS DES DROITS DE PLACE POUR LES MARCHANDS FORAINS**

A compter du 1er janvier 2001, les tarifs appliqués sont :

- Marchés forains : 4,30 F le mètre linéaire, payable à chaque utilisation
- Autres emplacements forains : 133 F le mètre carré par an.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **21 - MODIFICATION DU TARIF DE DROIT DE LICENCE SUR LES DÉBITS DE BOISSONS**

A compter du 1er janvier 2001, le tarif applicable aux droits de licence est fixé à :

- 510 F pour les licences 3
- 1 020 F pour les licences 4

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **22 - MODIFICATION DU TARIF APPLICABLE AUX DROITS DE PLACE DE LA STATION DE TAXIS**

Le tarif applicable aux droits de place versés par les chauffeurs de taxis est fixé à 97 Francs payables annuellement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

## **23 - TARIFICATION DES EMPLACEMENTS DU PORT DE PLAISANCE DE BEGLES « PORT GARONNE »**

Le Conseil approuve les tarifs réactualisés au 1er janvier 2001.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**24 - ADHÉSION 2001 À L'ASSOCIATION DE L'UNION DES PORTS DE PLAISANCE DU PONANT – U3P**

Il est décidé de renouveler l'adhésion à cette association pour l'année 2001 afin de répondre au mieux aux différentes exigences des utilisateurs du Port. La cotisation annuelle est fixée à 17 F par anneaux, soit 1 360 F.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ - 35 VOIX POUR

**25 - INSTALLATION CLASSÉE – ENQUÊTE PUBLIQUE– DEMANDE PRÉSENTÉE PAR MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA S.A.R.L. 33000 ENROBÉS EN VUE D'EXPLOITER UNE CENTRALE D'ENROBAGE À CHAUD FIXE – ILE DES JUIFS – COURRÉJEAN – VILLENAVE D'ORNON**

L'étude de ce dossier indique que des risques de pollution chimique peuvent se produire dans cette zone inondable, et par conséquent contaminer les eaux superficielles. De plus, ce projet est en totale contradiction avec l'aménagement des bords de Garonne. Compte tenu de ces risques, le Conseil décide d'émettre un avis défavorable à l'exploitation des activités de ce site.

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ - 27 VOIX POUR - 3 VOIX CONTRE - 5 ABSTENTIONS